GAUCHE(S) ENTRETIEN

Cyrielle Chatelain : « Il faut parler davantage à la radicalité qui monte dans la société »

Après la COP27 et alors que l'Assemblée nationale s'apprête à débattre d'une proposition de loi sur les énergies renouvelables, la présidente du groupe écologiste livre sa vision de son mandat, après cinq ans d'absence des Verts dans l'hémicycle.

Mathieu Dejean et Christophe Gueugneau

25 novembre 2022 à 11h16

Les écologistes sont de retour à l'Assemblée nationale après cinq ans d'absence. Le groupe de 23 député·es, élu·es dans le cadre de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes), a mis du temps à prendre ses marques. Pour beaucoup, c'est une première dans l'hémicycle. Lestés par l'affaire Bayou et par une cohésion interne délicate, les Verts trouvent peu à peu leur ton, qu'ils souhaitent différent du style frontal d'opposition de La France insoumise. Cyrielle Chatelain, leur présidente au Palais-Bourbon, est à cette image.

Alors que l'hémicycle s'apprête à débattre d'un projet de loi d'accélération des énergies renouvelables début décembre, sur fond de montée en puissance des actions de désobéissance civile, nous l'avons rencontrée dans son bureau discrètement décoré d'une affiche multicolore du Green New Deal.

Cyrielle Chatelain, à l'Assemblée nationale, le 22 novembre 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Inconnue du grand public, la députée de l'Isère, réputée « bosseuse », a défendu au nom de la Nupes la première motion de censure, très pugnace contre le gouvernement, le 24 octobre. « *Vous n'avez pas trahi, pire : vous avez déserté vos responsabilités* », disait-elle, tapant aussi bien sur « *l'irresponsabilité climatique des plus riches* » que sur le « *parti qui n'aime pas la science, qui n'aime pas les faits, qui n'aime pas l'histoire* [...], *qui se réjouit de* [la] *brutalité sociale* [du gouvernement], *puisque c'est sur ce terreau qu'il prospère* », sous-entendu le Rassemblement national.

« *Le combat n'est pas impossible* », voulait-elle alors rassurer. Un mois plus tard, et après un cinquième 49-3 du gouvernement, nous avons cherché à le vérifier.

Mediapart : Alors que le GIEC a insisté cette année sur la nécessité d'une « réduction substantielle » des énergies fossiles pour réduire l'impact du dérèglement climatique, le sujet a été savamment évité à la COP27, qui a surtout décidé d'un fond de réparation et de compensation pour les pays les plus vulnérables. Quel bilan en tirez-vous ?

Cyrielle Chatelain : J'ai d'abord l'impression d'un fossé terrible entre ce qu'on vit – car désormais les impacts du réchauffement climatique sont concrets – et les décisions des COP. Rien ne bouge sur les énergies fossiles. On a certes une avancée symboliquement forte, issue d'un combat de trente ans, sur la reconnaissance de la responsabilité historique des pays industrialisés et de l'effet irréversible du réchauffement climatique. C'est important.

Au Pakistan, des inondations ont submergé plus d'un tiers du territoire, faisant 33 millions de déplacés, alors qu'historiquement ce pays a produit 0,3 % des émissions de gaz à effet de serre. Ils payent le plus cher tribut à un réchauffement qu'ils ont très peu provoqué. Maintenant, reste un sentiment d'échec énorme. La COP21 en 2015 était

sans doute la dernière grande COP.

Mais, là aussi, l'accord qui avait été obtenu était largement symbolique…

Oui, mais c'était la première fois qu'on avait un objectif partagé, d'une augmentation limitée à 1,5 °C. Quand on est la France, un des pays qui a les plus grands réseaux diplomatiques au monde, et qu'on a accueilli la COP21, comment, sept ans après, peut-on se retrouver dans cette situation ? Nous aurions dû créer une diplomatie climatique à la hauteur pour négocier avec chaque pays, et obtenir des décisions ambitieuses en amont des COP. Il y a un échec de la France, aussi, quand on voit la place laissée aux lobbies, qui avaient 636 représentants à cette COP. Si on veut que les COP réussissent, il faut les nettoyer des lobbies.

Jean-Luc Mélenchon estime que le degré de conscience politique de la crise écologique n'est pas encore suffisamment élevé, et que « la jeune génération va entrer en action plus largement qu'à présent ». Est-ce que vous partagez ce sentiment ?

Partiellement. Je pense que la prise de conscience est plus aiguë chez la jeune génération parce que les délais se rapprochent. Mais de manière générale dans la société, cette prise de conscience a énormément avancé. Il y a en revanche un cynisme extrêmement fort de la part des politiques. Les enjeux écologiques et toutes les inégalités qu'ils engendrent passent toujours après les questions budgétaires. Je pense que c'est une question de choix politique, et qu'ils n'ont pas le courage de faire les bons choix.

Ces dernières semaines, des activistes écolos ont multiplié des actions de désobéissance civile, à Sainte-Soline, sur les périphériques, dans les musées. Est-ce qu'elles vous semblent utiles ?

La désobéissance civile s'inscrit dans l'histoire de la gauche et des écologistes : elle a servi dans la lutte pour les droits des femmes, ou dans les luttes écolos, comme les fauchages d'OGM par exemple. Et ça s'inscrit aussi dans un sentiment d'urgence très fort. C'est la capacité des jeunes générations à vivre elle-même qui est en danger aujourd'hui. On comprend donc qu'elles veuillent éveiller les consciences.

« On doit créer une continuité, de la rue jusqu'à l'hémicycle. »

Là où on passe une étape, c'est que les scientifiques aussi s'engagent. En février 2020, 1 000 scientifiques ont appelé à soutenir les mouvements de désobéissance civile. Ceux qui sont les mieux placés pour savoir considèrent qu'il faut ces actions non violentes.

Maintenant, il faut comprendre aussi la réticence qu'elles suscitent. Dans une période de crises multiples, il y a une hypersensibilisation. Il ne faut pas renoncer pour autant. On doit créer une continuité, de la rue jusqu'à l'hémicycle. En tant que groupe écolo, notre rôle est de proposer un débouché politique, car les changements passent aussi par la loi.

À partir du 5 décembre vous allez débattre à l'Assemblée du projet de loi visant à développer les énergies renouvelables (EnR). Sur le papier, on se dit que le groupe écologiste pourrait s'y retrouver. Mais quelles sont vos lignes rouges ?

Jusqu'à présent, le gouvernement ne cherchait pas à travailler avec nous. L'ouverture de sa politique énergétique, c'est quand même le port méthanier du Havre dans la loi dite « de pouvoir d'achat ». On a enchaîné les textes d'un

gouvernement clairement marqué à droite, qui avait abandonné le « en même temps ».

C'est donc le premier texte sur lequel on peut, en tant qu'écologistes, faire ce qui nous semble le plus intéressant dans un Parlement : jouer le parlementarisme. On sait qu'on a des visions de la société différentes, mais que, sur ce texte, on peut arriver à un compromis. Mais un compromis, ça se construit. On vote sur un contenu, pas sur des grands principes ou sur un titre.

Cyrielle Chatelain, à l'Assemblée nationale, le 22 novembre 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

En quoi vos visions diffèrent-elles sur ce sujet ?

Ils veulent développer les EnR comme ils ont toujours développé le nucléaire : en pensant industrialisation et massification. On pense à l'inverse que les EnR partent des territoires. Il faut de l'éolien sur terre et en mer, du photovoltaïque et des énergies thermiques, mais il faut travailler avec les collectivités et les citoyens. On veut aussi renforcer l'autoconsommation collective. Enfin, on considère que le code de l'environnement n'est pas un frein. Ce code protège certains espaces qu'on a tendance à considérer à notre disposition, parce qu'ils ne sont pas construits. Il faut un équilibre entre développer les ENR sur des sites déjà artificialisés, et protéger d'autres espaces. Il faut rendre les projets désirables, et ne pas passer en force.

Pour l'instant, la majorité vous semble-t-elle chercher un compromis ?

Il y a un vrai débat, un vrai dialogue, des amendements adoptés. Je pense que, si chacun fait un effort, on peut trouver un compromis.

Au Sénat, le groupe écolo a voté pour. Allez-vous prendre le risque de ne pas voter cette loi, même si elle est

imparfaite ?

Entre ne pas voter une loi parfaite et répondre à l'injonction de voter parce qu'il y a « EnR » dans le titre, il y a un chemin. Le vote au Sénat était une première pierre. Ils ont des groupes très anti-EnR, ils ont réussi à retirer des amendements très problématiques et à acquérir le fonds biodiversité. On va continuer à améliorer ce projet de loi.

L'autre grand dossier de cette fin d'année, c'est le retour d'une loi immigration à l'Assemblée à partir du 6 décembre. Darmanin va recevoir les groupes. Que vont lui dire les écologistes ?

On a un désaccord profond, ne serait-ce que sur l'utilité de la loi. C'est un sujet sur lequel on aime légiférer très régulièrement sans attendre les effets des législations.

C'est la 32e loi sur le sujet, en quarante ans…

En effet, et derrière, c'est encore l'idée de pourrir la vie des réfugiés. C'est un projet de loi qui donne un blanc-seing au discours développé par l'extrême droite. On discutera quand même avec le ministre de l'intérieur, car c'est le rôle des parlementaires. On lui dira qu'il continue à propager le fantasme que des millions de personnes viennent frapper aux portes de la France, alors que les premières raisons de quitter son pays, ce sont la guerre, les sécheresses, le manque d'eau, et que ces déracinés vont dans les pays voisins d'abord, notamment les pays du Sud. Ensuite, certains viennent chez nous, et notre devoir est de réfléchir aux conditions d'accueil pour ces personnes.

Quel contre-discours la gauche devrait-elle faire entendre, alors que de Renaissance au RN, un consensus se dessine sur le fait que la France accueille trop d'étrangers ? Comment faire face au rouleau compresseur xénophobe ?

Il y a deux choses qui alimentent ce rouleau compresseur : le discours de la peur et le sentiment d'abandon. Quand on a l'impression de ne pas compter, c'est un terreau pour l'extrême droite. Mais il y a surtout des causes partisanes. Emmanuel Macron est élu face à l'extrême droite, et ne doit son élection, par deux fois, qu'à ça. Il a un intérêt politique à faire monter l'extrême droite. C'est très inquiétant : il joue le barrage républicain pour se faire élire, et le fait exploser au moment des législatives.

« On arrive au stade ultime de la banalisation du RN. »

Et puis on a eu la déconstruction du barrage, pierre par pierre, à l'Assemblée. Les vice-présidences du RN ont bénéficié d'un vote massif des soutiens du gouvernement – le seul groupe qui a présenté deux élus contre ça, avec Benjamin Lucas et Sandrine Rousseau, ce sont les écologistes. Ensuite, il y a eu les groupes d'amitié – le seul groupe qui a voté systématiquement contre ces présidences du RN, c'est le groupe écologiste. Et là, on arrive au stade ultime de la banalisation du RN, avec la possibilité qu'a eue ce parti, longtemps présidé par un homme qui a tenu des propos négationnistes, de présider le groupe d'étude sur l'antisémitisme.

Heureusement, ça ne s'est pas fait. Mais c'est dire à quel point toute une partie de la classe politique a abandonné le combat des idées et des valeurs. En 2015, le choix de l'Allemagne a prouvé que quand on a une première ministre qui fait le choix courageux d'ouvrir les portes, il y a un élan de solidarité dans la société qui s'organise.

Pendant les législatives, on a vu plusieurs fois que la Macronie ne se prononçait pas sur des seconds tours entre le RN et la Nupes. Après les propos du député RN Grégoire de Fournas à l'Assemblée, la levée de

boucliers a été telle que l'Insoumis Carlos Martens Bilongo a estimé qu'un barrage républicain était peut-être en train de se reformer. Pensez-vous, vous aussi, qu'en cas de dissolution ça ne se reproduirait pas ?

S'il y avait réellement cette prise de conscience, ils ne feraient pas cette loi immigration. Je le dis humblement, nous n'avons pas toutes les solutions, mais au moins on n'abandonne pas ce combat-là. Aujourd'hui je n'ai pas du tout l'impression qu'il y a ce questionnement au gouvernement.

C'est même pire : on a un président élu qui dit qu'il a bien conscience de n'avoir pas été élu sur son programme et qu'il est redevable de votes qui ne lui étaient pas destinés, mais qui ne fait aucune concession.

Cyrielle Chatelain, à l'Assemblée nationale, le 22 novembre 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Je vois donc cette dissolution comme très partisane. Pourquoi Emmanuel Macron voudrait-il la faire ? D'abord pour serrer les rangs parmi ses soutiens, mais aussi pour dire qu'il veut incarner l'ordre face à la multiplication des crises. Or, en faisant cela, il ajouterait une nouvelle crise. En fait, la seule chose qu'il sait faire, c'est surfer sur les crises. Nous, on sera au combat avec la Nupes. Cette alliance était critiquée comme étant faite de bric et de broc, mais elle tient bon.

Dans sa niche parlementaire, La France insoumise a fait une proposition de loi pour mettre fin à la concentration des médias. Quand Louis Boyard a dénoncé Vincent Bolloré chez Hanouna, c'était à cause de la déforestation dont son groupe est accusé au Cameroun. La concentration des médias est-elle un facteur d'invisibilisation de l'écologie ?

C'est pire que cela, Vincent Bolloré est en train de créer une Fox News, avec le projet de faire accéder l'extrême droite au pouvoir. Nous venons de parler de leurs positions sur l'immigration, mais il faut bien voir que l'extrême

droite est aussi climatosceptique.

Quand on est écolo, on pense qu'on vit dans un écosystème constitué d'interdépendances et qu'il y a donc une obligation de solidarité et de partage. Et ça, ça va à l'inverse totale du discours d'extrême droite selon lequel on peut vivre tout seul, recroquevillé sur soi-même et que cela justifie l'exclusion.

> « On a d'un côté une extrême droite du repli sur soi, et de l'autre un président au service d'une classe. On doit recréer au milieu de tout cela un espace de défense de l'intérêt général. »

Il ne s'agit même pas d'invisibilisation de la question écologique, il s'agit de *fake news*, d'*entertainment*… Fox News, c'est ce qui amène à Donald Trump, c'est ce qui transforme le débat public en divertissement, ce qui conduit à nier les vérités scientifiques. C'est inquiétant.

Et là se pose une autre difficulté. On a d'un côté une extrême droite du repli sur soi, de la préférence nationale à l'intérêt national, et de l'autre un président des riches, un président au service d'une classe. La question pour nous, c'est comment recréer au milieu de tout cela un espace de défense de l'intérêt général.

Pendant cinq ans, les écologistes étaient absents de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui vous présidez un groupe de 23 députés, dans le cadre d'une coalition plus large. Quels objectifs vous fixez-vous pour ce mandat ?

Il y a une prise de conscience, on le voit – des changements d'habitudes alimentaires aux nouvelles façons de se déplacer –, mais nous ne sommes pas le débouché politique de cette prise de conscience. À nous de prouver dans l'hémicycle que nous pouvons apporter des solutions. On n'a plus besoin des écolos pour alerter sur l'urgence climatique. Maintenant, il faut que nous devenions les architectes du monde de demain.

Notre méthode passe par le parlementarisme, *a fortiori* dans cette assemblée particulière. Nous allons donc mener la bataille culturelle pour faire ré-exister cette parole de l'écologie politique à l'Assemblée.

La deuxième chose, c'est que nous avons acté nos désaccords avec le gouvernement, mais c'est tout de même à nous de voir les endroits où on pourrait faire avancer les choses. Même si nous souhaitons faire de grands pas, allons chercher des victoires dès que c'est possible.

Et puis nous ne sommes pas tout seuls : il y a l'Assemblée mais il y a aussi le Sénat, nos députés européens, les maires écolos des grandes villes. Il faut montrer que ce qu'on fait à tous ces échelons fait sens.

Vous venez de subir un cinquième 49-3. Pensez-vous vraiment pouvoir « reparlementariser » le régime, comme le disaient certains de vos collègues après les élections ?

Déjà, nous avons fait la Nupes, une coalition de quatre partis qui travaillent ensemble, qui se sont mis d'accord sur une plateforme programmatique, qui ont acté leurs accords et leurs désaccords. Ce n'est pas une habitude en France. Ce travail sur une coalition qui a vocation à devenir majoritaire est déjà une première étape.

Alors oui, on a eu des 49-3, mais c'était sur des textes budgétaires, et maintenant il n'en reste plus qu'un possible pour le reste de la session. Le plus probable c'est que cela va remettre le clivage gauche-droite en évidence, avec un

gouvernement qui va devoir assumer qu'il gouverne à droite. Cela va repositionner chacun sur l'échiquier politique.

Si le gouvernement veut trouver des accords transpartisans, pourquoi pas, ça se fait dans plein de pays, mais je n'ai pas l'impression aujourd'hui que cela soit son état d'esprit. Au moins, ça va clarifier les choses.

La France insoumise fait le choix de déposer une motion de censure à chaque utilisation du 49-3 – vous aviez d'ailleurs défendu la première au nom de la Nupes. Ce n'est pas votre choix ?

La question, c'est le sens qu'on donne à ces motions de censure. Les deux premières, débattues le même jour, servaient à dire qu'on nous privait d'un vote, et même, au-delà de cela, qu'on nous privait d'un débat de qualité dans l'hémicycle. Mais dans le débat public, la seule question qui s'est posée c'était : « 49-3 ou pas 49-3, et quand ? » Donc non seulement nous n'avions pas de vote, mais en plus la question du budget était complètement voilée dans le débat public. Oui, on a un désaccord tactique avec La France insoumise, mais sur le fond, nous sommes totalement d'accord, nous en parlons sereinement. C'est purement une question de méthode.

Cyrielle Chatelain, à l'Assemblée nationale, le 22 novembre 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

La Nupes fait débat au sein des écologistes pour le prochain congrès d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) le 10 décembre. Certains défendent qu'il faut qu'elle perdure dans le temps et que les écologistes y prennent toute leur place, d'autres préfèrent travailler à un nouveau grand parti de l'écologie pour prendre la tête des prochaines coalitions. Quelle est votre position ?

Nous avons été élus avec l'étiquette Nupes, nous faisons vivre au quotidien cette coalition, et c'est bien la force de la Nupes, cette union de partis différents dans leur singularité. Je pense que le débat comme vous venez de le poser n'est pas le bon. La force de la Nupes, c'est de porter haut et fort l'écologie. Et je pense que les écologistes sont plus

forts s'ils travaillent en union avec les autres partis de gauche, qu'on se renforce les uns les autres.

Quelle analyse faites-vous de la présidentielle de 2022 pour les écologistes ?

Je pense d'abord qu'à EELV, les victoires sont collectives, mais les échecs aussi sont collectifs. Nous avons fait une primaire, Yannick Jadot en est sorti victorieux, il a mis en place la stratégie qu'il avait proposée lors de la primaire, qui est devenue notre choix collectif.

C'est une manière habile de dire que c'est la faute de la stratégie de Yannick Jadot…

Non ce n'est pas ce que je dis. Ce que je dis, c'est que la stratégie de Yannick Jadot a été celle de la majorité des personnes qui ont voté à la primaire, qui constituent le noyau dur des militants écolos. Évidemment, il y a une déception, mais elle est collective. Et, oui, il y a un enjeu à aller plus loin, à parler davantage à la radicalité qui est en train de monter dans la société sur la question écologique.

Il faut savoir tenir ce bout-là, tout en rassurant les gens qui, au contraire, pourraient avoir peur de ce saut dans le vide que constitue le changement de nos modes de consommation, de nos habitudes. C'est ce qui est compliqué, et c'est à cette question que l'on doit répondre pour trouver quelque chose qui fonctionnera pour les prochaines échéances. Il me paraît normal que cela prenne un peu de temps, pour trouver ce prochain message.

Mathieu Dejean et Christophe Gueugneau

Boîte noire

Nous avons rencontré Cyrielle Chatelain le 22 novembre 2022, à l'Assemblée nationale. Elle n'a pas relu l'entretien avant sa publication.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.